

CIBLE

Sinisé !

Lors d'un séjour en Chine, le secrétaire général de l'UMP, a signé un protocole d'accord avec le Parti communiste chinois avant de visiter l'école des cadres du Parti.

« Ce protocole veut dire une meilleure compréhension, une meilleure connaissance et beaucoup plus d'échanges » entre le parti majoritaire français et le parti chinois, a déclaré Xavier Bertrand - qui n'a certainement pas agi sans l'accord de Nicolas Sarkozy, chef suprême de l'UMP.

Ce pacte odieux est l'un des signes de la préférence marquée par la droite et le patronat français en faveur de la Chine, avant, pendant et après Tien An Men. La recherche cynique du profit explique pour une part cette tendance. Mais il faut surtout y voir la fascination pour l'efficacité économique chinoise, qui se vérifie en cette période de crise mondiale.

Que le Parti communiste chinois soit l'instrument d'une dictature implacable, qui mène en ce moment une sanglante guerre ethnique contre le peuple ouïghour, voilà qui n'inquiète ni Xavier Bertrand, ni son maître. Mais nous espérons que les adhérents et les élus de l'UMP feront pression pour que ce « protocole » soit dénoncé.

DÉSARMEMENT

L'utopie d'Obama

Maroc

**Dix ans
de règne**

p. 6-7

Avenir

**Démographie
et politique**

p. 4

Allez vous faire pendre !

Nous nous sommes bien assez moqués du vieux travers français qui fait crier au loup royal dès qu'une bavure d'arbitraire ou pouvoir personnel tache l'immaculée tunique républicaine. Eh bien, nous, oui, même nous, premiers blasés de la rhétorique à la noix qui dédouane de tous leurs dérapages nos politiques en incriminant *ad æternam* les séquelles de l'âge monarchique... voilà qu'une moutarde fulminante nous monte au nez !

Car dans l'usage de la métaphore, les records de rase-mottes sont pulvérisés par le *scandale* médiatique du fils à papa Sarkozy.

Quoi donc ? Un beau gosse pas bien doué pour la classe mais plutôt fort en gueule, bordé sous la couette de son père, est donné favori sur le toboggan des arrivistes : élu par-ci par-là dans un fauteuil à oreilles - pourquoi se fouler après deux ans de droit ? - il se tond les bouclettes, chausse des lunettes carrées et se fabrique la tête d'un candidat à la présidence du plus gros quartier d'affaires d'Europe à vingt-trois ans sans autre exploit que d'être *cool* et *fun* - et ainsi donc se positionne (comme on dit) en *business boy* prédestiné à gouverner après Papa, et une gouleyante dynastie de maffiosi, le plus gras département de France.

Et alors ? Qui s'étonne vraiment que cette oligarchie, qui

roule si coquettement des mécaniques démocratiques, s'en serve pour couvrir ses népotismes ? Réveillez-vous, citoyens ! Le petit Jean n'est pas le premier gosse de riche de la planète et pas plus porteur de symbole que la queue de mon chien. Mais que faire donc contre cela ? Commencer par ne pas élire le père... ne pas l'avoir élu. Et surtout pas le réélire, que diable ! Et d'ici là, ne pas crier à la Marianne outragée. Rien de nouveau à ce que les plus idéales institutions accouchent de parasites ou de malfrats : ranimez vos souvenirs, ne soyez pas gags.

Hélas, vous devez l'être pour avoir avalé à propos de ce gamin une resucée de mystique royale. Eh oui, comme son papa est roi - et faut voir quel ! - il est prince, le prince Jean - pas moins que ça ! - et c'est pour ça qu'il monte, le petit, et que l'événement est scandaleux et... (pensez-vous) inexorable. Vous voilà tous *tombés royalistes* par défaut,

comme on tombe malade, fatalistes par fatalité : la royauté, c'est le mal, l'inégalité, les privilèges indus, mais même en République, il faut bien s'en accommoder du moment qu'on peut encore... râler. Quelle contre éducation peut remédier à ça ?

Un stage en Iran.
- « Quoi ? Ai-je bien entendu ? En Iran ? Et pourquoi ? »

Pour apprendre ce que c'est que d'être royaliste. À vos frais. Ce que ça coûte de l'être vraiment. Pas dans une opérette franchouillarde, pour échanger des vannes ou s'amuser de breloques. Pas davantage pour subir la symbolique royale comme une malédiction, un abus perpétuel de pouvoir, la faute originelle de notre histoire, que deux siècles républicains (pas tout à fait) n'ont pas su racheter. Non ! Pour tirer de votre royalisme vraiment républicain le sang de votre vie, l'énergie de combattre à mort la dictature de mollahs passés maîtres en totalitarisme,

pour puiser à cette source la conviction que le cœur du combat politique à mener c'est de croire en la majesté de l'homme - incarnée par le roi.

- « Vous plaisantez. »

Je plaisante si peu, l'ami, que j'ajoute ceci : Allez donc en Iran vous faire pendre !

- « C'est de mauvais goût. »

Si mauvais goût que les trois premiers condamnés à mort, pour leur rôle dans le mouvement de protestation qui a ébranlé l'Iran après la réélection contestée le 12 juin de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la République islamique, sont des monarchistes.

Le premier a comparu le 8 août dernier en compagnie de Clotilde Reiss devant le Tribunal révolutionnaire de Téhéran. Il est journaliste, a 37 ans et se nomme Mohammad-Reza Ali-Zamani. Condamné à la pendaison, il est en sursis jusqu'au 4 novembre. Ses camarades, de la même association **Monarchie d'Iran** viennent aussi d'être condamnés à la potence. Il s'agit de Hamed Rouhinejad (24 ans) et de Arash Rahmanpour, 20 ans.

Témoignez pour eux, signez pour eux au moins (1), en attendant de prendre enfin au sérieux ce qui fonde en eux et chez tant de peuples aujourd'hui et depuis des siècles l'honneur et la liberté même du citoyen.

Sinon, vous courez le risque qu'on vous laisse tranquilles, dans cette démocratie en phase terminale où personne ne fait plus la différence entre un roi... et votre despote.

Luc de GOUSTINE

(1) Voir en page 11 tous les renseignements pour signer la pétition et participer à la manifestation de protestation qui aura lieu à Paris le 3 novembre.

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Allez vous faire pendre ! - p.3 : Comptes de l'insécurité sociale - Mensonges d'Eric Besson - p.4 : Démographie et politique - p.5 : L'homme qui voulut être roi - p.6/7 : Les dix ans d'un règne - p.8 : La mort de l'aide - Hommage à Henri Chambre - p.9 : Le salut dans l'écriture - p.10 : Voyage - Comédie iranienne - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Pour la dissuasion nucléaire.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Comptes de l'insécurité sociale

Voulant manifester son soutien à un gouvernement qui avait décidé de s'en prendre aux « nantis » (entendez : les fonctionnaires), L'Express dénonçait avec vigueur leurs privilèges exorbitants...

Dans son éditorial du 17 octobre 2002, Denis Jeambar écrivait ces lignes péremptoires : « *Un fonctionnaire peut espérer de cinq à sept années de vie de plus qu'un salarié du secteur concurrentiel : une donnée qui en dit long sur la pénibilité comparée du travail dans ces deux univers.* »

Dès que j'en avais eu connaissance, je lui avais fait part de ma perplexité : « *Je viens d'avoir sous les yeux votre éditorial du 17 octobre qui contient cette révélation terrifiante pour les salariés du privé. Ce n'est guère valorisant pour le travail en secteur concurrentiel que de faire peser pareille menace sur votre vie.* »

« *Retraité de ce secteur défavorisé, je me réjouis dans mon cas particulier d'avoir survécu au-delà de la moyenne, mais je souhaiterais néanmoins, comme vous, la disparition de cette scandaleuse injustice. Dans mon esprit, cela devrait passer par une amélioration de ces conditions de travail dans le privé auxquelles vous attribuez des effets mortifères pires que ceux de l'alcool ou du tabac, alors qu'il est malheureusement plus difficile de se passer de travailler.* »

« *Ce qui m'inquiète dans votre long plaidoyer pour davantage de justice, c'est que vous dénoncez essentiellement la vie trop belle faite aux fonctionnaires et semblez vou-*

loir aligner en tous points leurs conditions sur celles du privé. Devront-ils renoncer aussi au privilège de vivre plus longtemps ? »

Je n'ai pas eu de réponse, mais nous voyons aujourd'hui par l'exemple de France Télécom que le passage au système concurrentiel, imposé paraît-il par Bruxelles, a une influence fatale sur la durée de vie de certains, ce qui fait encore baisser la moyenne et perpétue le privilège des **nantis**. Sur le plan économique personne ne s'en plaint, puisque cela présente au contraire l'avantage de réduire la masse salariale au même titre que les licenciements et de soulager les régimes de retraite. Par contre, cette pénibilité du travail a aussi pour effet d'accroître le nombre des arrêts-maladie et celui des accidents.

Mais des hommes politiques avisés viennent de s'apercevoir de ce coût pour l'économie et ils s'apprêtent à faire contrôler plus sévèrement les arrêts-maladie, sauf pour la grippe A H1 N1 dont on attend impatiemment l'accélération de l'épidémie pour pouvoir justifier les 1 milliard 200 millions d'euros de vaccins commandés et, ce qui serait une grande innovation, à faire imposer les pensions d'invalidité des accidentés du travail, après tout des revenus comme les autres.

Paul VINCENT

Les mensonges d'Éric Besson

Trois Afghans expulsés ! Éric Besson a tellement honte de ses actes qu'il les couvre par des mensonges qui ne tiennent pas la journée. Et pourtant, le ministre de l'Immigration, soutenu par l'ensemble du gouvernement, est décidé à persévérer.

Dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 octobre, trois jeunes afghans, âgés respectivement de 18, 19 et 22 ans, ont été embarqués à bord d'un appareil en provenance d'Angleterre et reconduits à Kaboul. Une première opération avait été annulée, à cause de la vague de protestations qu'elle avait soulevée lorsque le projet fut éventé. Pour réussir la deuxième, face à une opposition encore plus déterminée, le ministre de l'Immigration, n'a pas hésité à mentir. Au directeur de *France terre d'asile*, Éric Besson a déclaré que le vol vers Kaboul n'aurait pas lieu. A Étienne Pinte, député UMP, les mêmes propos rassurants ont été tenus. Pendant qu'une foule de manifestants occupait les pistes de l'aéroport de Lille, les trois Afghans étaient embarqués à Roissy dans un avion en provenance d'Angleterre. *France terre d'asile* a dénoncé la « duplicité » de M. Besson. Étienne Pinte s'est plaint d'avoir été « trompé ».

C'est ainsi que s'est déroulée l'opération fermété. Un signal fort ayant été envoyé à l'électorat xénophobe – et non aux passeurs, qui s'en contrefichent – M. Besson s'est employé à rassurer les citoyens indignés. Il a donc expliqué que les trois jeunes gens ne couraient aucun danger à Kaboul, qu'on leur offrirait quinze jours à l'hôtel et que l'ambassade veillerait à leur réintégration.

Quelques heures plus tard, le ministre était pris une nouvelle fois en flagrant délit de mensonge : les jeunes gens habitent des régions dangereuses, ils risquent d'être tués ou embrigadés de force dans les rangs des insurgés. Les journées d'hôtel sont dérisoires par rapport à ces risques et l'aide au retour ne peut pas fonctionner dans un pays en guerre de la même manière que dans un pays en paix.

Le mépris radical du droit d'asile et de la Convention européenne des droits de l'homme – qui interdit les expulsions collectives – constitue un scandale infiniment plus grave que la candidature de Jean Sarkozy à un conseil d'administration. Pourtant, c'est cette misérable affaire de népotisme qui a fait prime sur le marché médiatique.

Un autre scandale a été passé sous silence : l'accord donné aux expulsions par Jacques Barrot. Le commissaire européen à la Justice (sic), a pourtant rappelé « *trois conditions strictes* » aux retours forcés : parmi celles-ci, « *il est impératif que les autorités nationales s'assurent que la vie des migrants irréguliers reconduits ne soit pas mise en danger une fois de retour en Afghanistan* ». Lorsque sonnera l'heure des comptes, n'oublions pas Jacques Barrot.

Annette DELRANCK

Démographie et politique

Une bonne et une mauvaise nouvelle. La bonne : l'apocalypse démographique n'aura pas lieu. La mauvaise : nos responsables politiques ne savent pas lire.

L'intérêt des données de démographie, c'est qu'au contraire des sondages elles sont objectives et définitives. Ce sont aussi des informations qui permettent de faire des projections à long terme de façon sûre. Encore faut-il le vouloir, s'informer, et accepter que la réalité aille parfois contre l'idéologie.

Lire la revue *Population et sociétés* de l'Institut National d'Études Démographiques (INED, www.ined.fr) devrait être obligatoire pour tous les responsables politiques (je ne saurais trop recommander aux lecteurs de *Royaliste* de s'y plonger aussi : en plus c'est gratuit sur la toile). Le numéro de juin 2009 par exemple, intitulé *Le vieillissement démographique sera plus rapide au Sud qu'au Nord*, présente au moins deux observations remarquables.

La première, c'est que l'espèce humaine a adapté spontanément sa natalité à son espérance de vie. Dans tous les pays, la population vieillit,

la natalité baisse et la mortalité diminue. Et ceci sans que les politiques volontaristes y aient été pour grand-chose. Nous nous dirigeons vers un équilibre démographique adapté à la capacité de notre planète : 9 milliards d'habitants, en toute sincérité, on devrait pouvoir gérer ça. La description apocalyptique d'une surpopulation, et surtout d'une surpopulation Sud, véhiculant le spectre d'une immigration sauvage au Nord par des hordes d'affamés, restera au XXI^e siècle du domaine du pur fantasme.

La seconde, c'est que cet équilibre à venir va tout de même passer par une phase de déséquilibre sérieux, complètement à l'inverse de ce que l'on croyait : le vieillissement va peser d'un poids beaucoup plus lourd sur les pays du Sud que sur ceux du Nord. Chez nous, les pyramides des âges ont pris lentement une forme en crayon (un nombre de naissances égal à chaque génération et une mortalité pratiquement nulle jusqu'à 75 ans). Au Sud elles ten-

dent vers une forme en chamignon : ajustement de la natalité à un niveau faible et stable, mais existence d'une forte classe d'âge adulte, qui est apparue avant que la natalité ne baisse mais après que la mortalité eut diminué. Ceci a pour nous deux conséquences :

- **une conséquence internationale** : ces pays (dont l'Iran, tiens donc...) vont passer par des déséquilibres démographiques graves pendant une quarantaine d'années avant que cette grosse classe d'adultes disparaisse. On peut donc comprendre et analyser les difficultés politiques et sociales présentes et à venir dans ces pays, et rien n'empêche de s'y préparer, car ce futur est inéluctable ;

- **une conséquence nationale**. Reprenons le discours récurrent en France sur le poids insupportable des vieux inactifs sur les jeunes actifs, qui conclue toujours par l'idée d'en finir avec la retraite par répartition. Je n'ai pas fait le calcul, mais il paraît clair que si en effet les actifs (disons, 20-60 ans) vont avoir à soutenir plus de retraités, le discours catastrophiste omet de dire que :

1) ils ont à soutenir beaucoup moins d'enfants (qui eux aussi ont un coût) ;

2) ces retraités en bonne santé jusqu'à 75 ans en moyenne sont des acteurs de

la société, que pendant 15 ans une bonne partie des revenus de leurs retraites est souvent réinjectée dans leurs familles, qu'ils aident à l'éducation des jeunes et aux activités des ménages, bref qu'ils ne sont pas la charge insupportable qu'on dit. Tous les retraités ne sont pas grabataires.

Surtout, ce discours sur les changements brutaux dans la pyramide des âges s'applique à beaucoup de pays, mais justement pas à la France. Il y a en effet ici encore une *exception française*, qui est le temps que met une société à vieillir. L'indicateur utilisé par l'INED est le passage de la proportion des plus de 65 ans de 7 à 14 % dans la population. Il a fallu 114 ans à la France pour passer de l'un à l'autre ; c'est une durée exceptionnelle, si l'on compare aux 50 ans en moyenne pour les pays européens (45 ans pour le Royaume-Uni), aux 25 en moyenne pour le Japon, la Chine, l'Inde, le Brésil, et aux 17 pour le Viêt-Nam et la Syrie. Finalement, cette faiblesse démographique de la France dont on se lamente depuis plus d'un siècle aura eu un point positif : nous faire passer avant tous les autres et en douceur d'une société où le poids de la natalité était extrême à une société qui a atteint un équilibre démographique relativement stable depuis un siècle.

Alors il reste une question : une démographie comme nous l'avons aujourd'hui, cela fait au moins cinquante ans qu'elle n'a pas beaucoup changé en France, et le système social qui s'est précisément construit sur ce schéma a fonctionné de façon satisfaisante, en tout cas sans que personne n'y trouve à redire. Alors, pourquoi cette analyse catastrophiste et mensongère depuis quelques années ?

Ceux qui nous enverront la bonne réponse auront droit à un autographe d'Angélique Lacane.

François VILLEMONTAIX

En Iran
Quatre
monarchistes
condamnés
à mort !



L'homme qui voulut être roi

L'impasse électorale en Afghanistan après le second tour du 7 novembre ne pourra être surmontée que par le recours à une *Loya Jirga*.

C'est une première *Loya Jirga* en 2001 qui a mis en place Ahmed Karzaï. Cette assemblée des tribus et des notables avait été instrumentalisée à l'époque pour écarter le recours naturel, le roi Zaher Chah.

Les élections du 20 août 2009 ont fait l'objet d'une fraude gigantesque. En effet, la participation avait été faible dans les régions du Sud supposées favorables à Karzaï. Les électeurs avaient eu peur des menaces des Taliban. Au total la participation à l'échelle nationale n'avait pas dépassé la moitié de celle des élections de 2004 (70 %). Les Nations Unies et les capitales occidentales, qui n'ont en tête que les Taliban, leur conférant ainsi une légitimité absolue, avaient crié victoire dans le fait que les élections n'avaient pas été perturbées. Elles ont volontairement fermé les yeux sur les fraudes, allant même jusqu'à les considérer comme presque normales, en tout cas tolérables, pour compenser l'abstention forcée et redonner un semblant de légitimité démocratique au président sortant. Le représentant spécial des Nations Unies a tenu bon jusqu'à la dernière minute en arguant que de toute façon l'écart entre le président et son principal concurrent était trop important pour être remis en cause et qu'il ne servait à rien d'organiser un second tour après le 15 octobre, l'hiver afghan ayant commencé dans les régions de montagne.

C'était compter sans le sale petit cochon, son adjoint, Peter Galbraith, ex-diplomate

américain, qui s'est illustré dans d'autres révolutions démocratiques, et qui a apporté toutes les preuves, s'est bien sûr fait virer par son chef mais en avait suffisamment dit pour qu'il ne soit plus possible à Obama d'avaliser les résultats du premier tour. Karzaï a donc subitement reculé de 54,1 % à 49,6 %. Pour le faire céder, tout le monde, le docteur Kouchner en premier, l'a assuré que le second tour ne serait qu'une formalité et qu'il serait élu haut la main. Mais Washington ne se contentera plus de nouveaux résultats bidon. Karzaï est pressé par tous de constituer un gouvernement d'union avec son adversaire.

Or, c'est précisément parce qu'il s'y est refusé après le premier tour qu'on lui impose cette humiliation d'un second tour. On n'a pas osé aller jusqu'au bout de la logique qui serait de ne lui attribuer qu'environ 35 % des voix, ce qui crédibiliserait au second tour son opposant même s'il n'a atteint que 28 %. On n'a recompté qu'un million et demi de bulletins alors qu'on estime à plus de trois millions le nombre d'inscriptions irrégulières (sur 17,5). Karzaï ne s'est pas rapproché de son rival pour la raison que pour se maintenir au pouvoir, il a fait alliance avec tous les méchants chefs de guerre, qu'ils soient ouzbek ou hazara.

Pourquoi donc les Nations Unies se sont-elles obstinées à protéger Karzaï ? Parce que le système onusien ne redoute rien de moins qu'un indépendantisme pachtoune dès lors qu'un non-pachtoune parvien-

draît à la présidence à Kaboul, ce qui serait selon eux le cas de Abdullah Abdullah, ancien ministre afghan des affaires étrangères, considéré comme tadjik parce qu'il est né de père pachtoune et de mère tadjik. L'ONU logiquement plaide en faveur de l'unité de l'Afghanistan et ne veut pas d'un État pachtoune qui déstabiliserait aussi le Pakistan. Mais la démocratie ne consiste pas à voter pachtoune ou voter tadjik. Les deux candidats avaient fait de leur mieux pour nouer des alliances transversales. Il n'y aura pas de légitimité démocratique si on ne peut pas admettre qu'un Abdullah Abdullah puisse être élu président sans que soit remis en cause l'unité de l'Afghanistan.

À l'inverse, certains Américains peuvent avoir fait le calcul inverse. La colonne vertébrale de la stratégie d'afghanisation repose sur une armée majoritairement tadjik et des ministres tadjiks. La nostalgie de la victoire sur les Taliban en 2001 revient en force et avec elle la prise de Kaboul par l'alliance du Nord.

Pour sortir de ces logiques, le seul recours reste la réunion d'urgence d'une *Loya Jirga*, détentrice de la seule légitimité en dehors des urnes. Elle est nécessaire non pour un retour au passé mais pour ouvrir la voie à de nouveaux accords politiques. Aucune stratégie militaire ne sera tenable hors d'un nouveau contrat social entre Afghans. Ce ne sont pas les Taliban, mais les organisateurs de ce fiasco électoral, ONU en tête, qui seront tenus pour responsables de la perte de l'Afghanistan.

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **ROUMANIE** – C'est en présence du roi Michel et de son épouse que l'ambassadeur de France a remis, lors d'une cérémonie organisée à la résidence de France, la Légion d'honneur à la princesse Margareta de Roumanie. Cette distinction récompense en particulier son engagement dans l'action humanitaire et l'activité de sa Fondation. S'adressant au roi, l'ambassadeur a déclaré : « *Votre famille, Sire, a été souvent distinguée ainsi, en d'autres temps. Et ses mérites, à l'époque, étaient ceux d'une Maison alliée de la France, dans les bons et les mauvais jours. Les liens qu'elle entretient avec mon pays sont donc anciens, mais aussi très étroits. Vous êtes ici chez vous, dans la Maison de la France, à bien des titres, dont le moindre n'est pas d'avoir choisi pour épouse une princesse française* ». Quant à la princesse Margareta, après avoir rappelé tous les liens existant entre son pays et la France, elle a tenu à souligner que : « *cette décoration est un geste généreux qui récompense l'œuvre de toute une équipe, souvent anonyme, de jeunes et moins jeunes Roumains qui, depuis presque deux décennies, soutient les catégories défavorisées de mon pays et les importants domaines sociaux, culturels et éducationnels* ».

◆ **THAÏLANDE** – L'état de santé du roi Bhumibol Adulyadej (âgé de 81 ans), hospitalisé depuis un mois et demi pour une infection pulmonaire, provoquant une inquiétude grandissante des Thaïlandais. La simple publication d'un bulletin de santé un peu ambigu a fait chuter la Bourse de Bangkok de 8 %... et il a fallu que le roi fasse une apparition publique sur le parvis de l'hôpital pour faire cesser la rumeur qui le donnait pour mort. Adulé par toute la population, le roi est le principal facteur de stabilité dans un pays en proie à de sérieux troubles politiques depuis trois ans. Son dévouement inlassable pour les classes les moins favorisées et son intégrité morale en ont fait un personnage révérent par tous les habitants. Sa disparition laisserait un vide énorme, que son successeur désigné, le prince Vajiralongkorn, aura beaucoup de mal à combler.

◆ **GRANDE BRETAGNE** – Le Premier ministre, Gordon Brown, souhaite depuis longtemps moderniser les règles de succession au trône, vieilles de trois siècles, afin d'éliminer certaines discriminations qui existent toujours à l'endroit des catholiques et des femmes. Pour cela le gouvernement britannique doit amender au moins trois lois, soit le *Bill of Rights* de 1688, l'*Act of Settlement* de 1701 et l'*Accession Declaration Act* de 1910. Un projet de loi devra être adopté au Parlement britannique. Mais, de plus, la Grande-Bretagne doit obtenir l'appui des quinze pays membres du Commonwealth pour mener à bien cette importante réforme. A cette fin, Gordon Brown aurait déjà eu des discussions préliminaires avec les premiers ministres canadien et australien. Il est à craindre en effet que cette modification ne relance la croisade des mouvements en Australie et au Canada qui préconisent l'abolition de la monarchie. En Australie, le Premier ministre Kevin Rudd se dit ouvertement républicain. Un référendum a déjà eu lieu dans ce pays en 1999 en vue de rompre les liens avec la monarchie. Le Non l'avait emporté avec seulement 54,83 % et cette question divise encore profondément la population australienne. Quant au Canada, le Premier ministre Harper est favorable à la monarchie, mais une bonne majorité des Québécois souhaiteraient mettre fin à ce lien avec la Couronne britannique.

Les dix ans d'un règne

Professeur à l'université Paris VIII, où il enseigne le droit constitutionnel, directeur d'un séminaire sur l'évolution du Maghreb contemporain, Bernard Cubertaftond est l'auteur, entre autres publications, d'un ouvrage sur *Le système politique marocain* et d'un autre sur *La vie politique au Maroc*. A l'occasion du dixième anniversaire du règne de Mohammed VI, nous lui avons demandé de nous exposer la situation politique, économique et sociale au Maroc. Le bilan, nuancé, serait-il finalement positif ?

■ **Royaliste : Est-il possible de faire le bilan politique des dix années du règne ?**

Bernard Cubertaftond : Quant à Mohammed VI, il y a un malentendu qui provient des niveaux d'espérances placées il y a dix ans dans la personne du nouveau souverain. Au départ, certains se sont imaginés que tout allait changer d'un seul coup parce que le méchant Hassan II était mort : pour eux, il allait de soi que le bon, généreux et démocratique Mohammed VI allait ouvrir une ère radicalement nouvelle ! En particulier, l'idée s'était imposée que le nouveau souverain allait transformer le régime politique marocain en une démocratie parlementaire de type espagnol. Cette idée était prépondérante en 1999 et il était alors très difficile d'émettre des doutes sur ce changement radical. Or je soutiens qu'un pays ne peut changer tout d'un coup et que le passage à la démocratie ne pouvait se faire par injonction royale. Dans les jugements qu'on porte aujourd'hui sur le roi, il y a la marque d'une

forte déception car il n'y a pas eu le passage inconsidérément espéré à la démocratie.

■ **Royaliste : Comme vous n'avez pas partagé cette illusion première, votre jugement sur ces dix années est sans doute différent ?**

Bernard Cubertaftond : C'est un jugement globalement positif. Mohammed VI a fait beaucoup de choses : la pacification des esprits après la tourmente du règne précédent, l'idée d'autonomie qui est avancée pour le Sahara occidental. Le changement économique est considérable et très visible : dans la population on sait qu'il est possible de vivre au Maroc et d'y investir. Dans le domaine politique, le mouvement islamiste a été en partie intégré. On reproche au roi ses absences répétées, on critique son manque d'intérêt pour la politique politicienne et on s'interroge sur sa santé. Mais le roi bénéficie d'une grande popularité.

■ **Royaliste : Quelle est la nature de la transition réalisée par Mohammed VI ?**

Bernard Cubertaftond : Ce n'est pas une transition démocratique. Contrairement à ce qu'ont affirmé tous les idéologues à propos du Maroc, les conditions de la démocratie n'étaient pas réunies en 1999.

■ **Royaliste : Pourquoi ?**

Bernard Cubertaftond : La question des conditions de la démocratie est très difficile à poser car on se fait vite accuser d'arrogance et de néo-colonialisme. Je dois cependant dire que la première condition, c'est l'existence d'une culture démocratique. Or les anthropologues marocains montrent dans leurs ouvrages qu'il existe au Maroc une culture de la soumission, un respect de l'autorité traditionnelle et en même temps des calculs par rapport à cette autorité. Cela change, à cause de la transition démographique (la plupart des Marocains ont deux enfants) qui conduit à l'individualisation et à un esprit de liberté - et parce qu'il y a un fort développement de l'éducation.

Une démocratie suppose des partis politiques structurés par un corps de doctrine - or tous les partis se ressemblent. Il faut aussi des élections qui se déroulent normalement. En 1999 on ne pouvait pas parler de vie politique normale car les élections étaient arrangées et les partis étaient soumis au pouvoir. D'ailleurs, il y a dix ans, les Marocains ne demandaient pas à Mohammed VI de réaliser une démocratie parlementaire mais de prouver qu'il était capable d'affirmer son autorité pour maîtriser les forces centrifuges.

■ **Royaliste : Peut-on parler d'une évolution vers la démocratie au cours des dix dernières années ?**

Bernard Cubertaftond : C'est deux pas en avant et un pas en arrière ! Il y a des progrès dans le domaine des élections : les résultats sont beaucoup plus crédibles. Il y a une loi sur les partis : ils sont obligés d'avoir un congrès, un programme, des comptes clairs et des dirigeants élus. Mais un ancien condisciple du roi a créé un nouveau parti - le Parti *Authenticité et Modernité* (PAM) - qui regroupe tous les opportunistes alors que la loi sur les partis avait interdit la *transhumance* d'une organisation vers une autre. Le PAM est devenu le parti le plus important, en bénéficiant d'un jugement du tribunal administratif disant qu'il fallait préférer la liberté démocratique à l'interdiction de la transhumance. On retourne

donc au vieux système politique, organisé autour d'un parti de l'administration.

Il n'y a donc pas eu démocratisation mais on peut parler d'une réussite de la transition hassanienne. Hassan II cherchait à s'imposer à toutes les forces politiques, notamment à toutes les parties du Mouvement national - l'Istiqlal qui voulait s'imposer au roi sans l'éliminer - et l'USFP qui comportait des éléments favorables à l'élimination physique du roi. Hassan II a réussi à s'imposer à ces forces et Mohammed VI poursuit la même politique. Après les élections de 2002 (nomination d'un technocrate au poste de Premier ministre) comme après celles de 2007 (nomination d'un membre de l'Istiqlal), il est clair que le roi domine le gouvernement et l'ensemble des partis.

■ Royaliste : Et les islamistes ?

Bernard Cubertaftond : À partir de 1994, Hassan II s'était servi du *Mouvement populaire constitutionnel et démocratique (MPCD)* pour intégrer une partie des islamistes. Ceux-ci ont transformé le MPCD en *Parti de la Justice et du Développement* qui a eu de bons résultats aux élections de 1997 et de 2002 et qui est arrivé en tête en voix - mais pas en sièges - aux élections de 2007. Ce parti pourrait être bientôt au gouvernement.

Il existe un deuxième parti islamiste (*Justice et spiritualité*), dirigé par Cheikh Yassine, qui faisait volontiers la morale à Hassan II et dont la fille affirme clairement sa conviction républicaine. Les partisans de Yassine sont nombreux, très bien organisés et très surveillés ; en ce qui les concerne, on assiste à une semi-intégration. Enfin, il existe des réseaux terroristes.

■ Royaliste : Qu'en est-il aujourd'hui de l'extrême gauche ?

Bernard Cubertaftond : Le roi a réussi à intégrer une partie de l'extrême gauche, qui voulait autrefois abolir la monarchie. Maintenant, beaucoup de ces anciens révolutionnaires travaillent dans des ONG, parfois dans des organi-

sations proches du Palais, ils militent dans des associations de défense des droits de l'homme. Récemment, pendant le dernier ramadan, ils ont participé à des manifestations de briseurs de jeûne - mais les jeunes femmes qui voulaient se réunir à cet effet ont été arrêtées avant de pouvoir commettre ce qui est un délit pénal au Maroc.

Le roi a également favorisé la réconciliation nationale en créant une instance *Équité et réconciliation*, qui a instruit de nombreux dossiers et indemnisé dix mille personnes selon le système de la justice transactionnelle qui a effectivement pacifié la société.

■ Royaliste : Comment définissez-vous aujourd'hui le régime marocain ?

Bernard Cubertaftond : C'est un régime de despotisme éclairé, avec des compléments démocratiques ou pseudo-démocratiques.

Le despotisme éclairé est très affirmé car les décisions du roi sont de grandes conséquences. Par exemple le nouveau port de Tanger, l'aménagement du nord du Maroc, le plan *Azur* qui est un imposant projet touristique, de nombreuses autoroutes, le TGV en 2012 sur la ligne Tanger-Casablanca... Il y a un certain développement économique avec, autour du roi, des gens relativement jeunes qui veulent sortir de l'économie de rente.

Les compléments démocratiques sont importants. Je pense tout particulièrement à la réforme du code du statut personnel. Hassan II n'avait pas osé ! Mohammed VI est allé aussi loin que possible. Certes, il n'a pas pu égaliser les parts dans l'héritage entre garçons et filles car cela aurait contredit une disposition écrite noir sur blanc dans le Coran. Mais l'âge minimum du mariage a été fixé à 18 ans ; il y a cogestion au sein du couple ; la répudiation n'existe pratiquement plus puisque tout se passe devant les tribunaux ; lorsqu'il y a divorce la femme garde le domicile avec ses enfants. Certes il y a beaucoup de dispenses pour l'âge du mariage et les juges donnent souvent une interprétation res-



trictive de la loi. Mais c'est une réforme décisive, que l'Histoire retiendra.

Quant à la liberté de la presse, nous sommes là dans l'ambiguïté. Certains journaux sont très libres, par exemple *Tel Quel*. Ils ont une vie difficile, ils subissent des saisies, des amendes... mais les commentaires restent libres. On parle aussi d'une sorte de *movida* marocaine. Il y a eu la fête du vin à Meknès, ville dont le maire était islamiste. Cependant, il y a des campagnes contre la dégradation des mœurs. La liberté d'expression est grande mais il y a des lignes rouges qu'il ne faut pas dépasser mais qui ne sont pas bien précisées et il existe des régressions.

Le roi se montre attentif aux questions sociales et aux catastrophes naturelles mais il n'y a pas de changements significatifs dans la politique sociale.

En fait, nous sommes dans un système démo-despotique : la monarchie exécutive fait des concessions importantes - sur lesquelles elle peut revenir.

Royaliste : Cette monarchie exécutive est-elle assurée de durer ?

Bernard Cubertaftond : C'est une vraie question car tout repose sur la personne du roi et on s'interroge actuellement sur sa santé. Mohammed VI a deux enfants, Hassan qui lui succèdera et Khadija. Mais le futur Hassan III est très jeune, il faudrait former un conseil de régence en cas de disparition du roi et cela pourrait poser de sérieux problèmes. Même si le roi n'est pas malade, on peut se demander s'il pourra sup-

porter le poids de sa charge tout au long de sa vie.

Autre question d'avenir : celle du Sahara occidental. On a renoncé au référendum et on évoque une large autonomie : c'est cette idée qui chemine car on craint une évolution à la somalienne.

Il y a aussi une interrogation sur le statut du roi comme *Commandeur des croyants*. Ce statut donne au roi une autorité sur tous les Marocains mais la moitié de la population n'y croit pas, les obligations religieuses sont très lourdes et il faut que le roi applique les règles de l'islam car s'il les viole il peut être déposé. Le roi est donc sous le contrôle des religieux et il y a menace d'instauration d'un ordre moral, que Mohammed VI serait obligé d'imposer et qui détruirait le caractère convivial de l'islam marocain.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS

En savoir plus

📖 Bernard Cubertaftond - « *Le système politique marocain* », L'Harmattan, prix franco : 16 €.

➔ [Achat immédiat](#)

📖 Bernard Cubertaftond - « *La vie politique au Maroc* », L'Harmattan, prix franco : 15 €.

➔ [Achat immédiat](#)

📖 Bernard Cubertaftond - « *Le nouveau droit constitutionnel : un démo-despotisme* », L'Harmattan, prix franco : 24 €.

➔ [Achat immédiat](#)

📖 À paraître « *Le démo-despotisme de Mohammed VI* » in *Annuaire français des relations internationales*.

La mort de l'aide

Le procès de l'aide internationale arrive au moment où celle-ci est en nette diminution.

Le procès de l'aide n'est pas nouveau. Il date des indépendances africaines (*L'Afrique noire est mal partie* de René Dumont en 1962). Il a été renouvelé au début des années 90, alors que les économies africaines étaient frappées de plein fouet par les programmes d'ajustement structurel de la Banque Mondiale, par le fameux : *Et si l'Afrique refusait le développement* (1) d'une jeune camerounaise, Axelle Kabou, qui dénonçait les responsabilités africaines dans le non-développement. Aujourd'hui on lit d'autant plus attentivement *L'aide fatale* (titre un peu affadi par rapport au *Dead Aid* en anglais) qu'il émane d'une jeune économiste zambienne, diplômée de Harvard et Oxford, ancienne de la Banque Mondiale et de Goldman Sachs (2).

Les attendus et les remèdes ne sont pourtant pas originaux. Écrivant chacune à peu près au même âge, entre 35 et 40 ans, Axelle Kabou et Dambisa Moyo rejettent l'infantilisation. La première la voit dans la main tendue, par ses propres frères, la seconde dans la main qui donne, à commencer par le *charity business* des artistes comme Bono. Comment en sortir ? La première privilégiait une révolution des mentalités africaines, la seconde ne prône que des solutions économiques déjà bien connues : l'accès aux marchés des capitaux, l'aide chinoise sans conditions, la libéralisation du commerce international, la micro-finance avec la capitalisation des biens des pauvres, proposée par l'économiste péruvien Herman de Soto.

Le livre est un succès de librairie aux États-Unis et au Royaume Uni, en complète contradiction avec les engagements souscrits au G 8 du *toujours plus* dont on sait qu'ils ne seront jamais tenus pour des raisons budgétaires. Il s'inscrit aussi en faux contre la priorité donnée aux *Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)*, objectifs sociaux de réduction de la pauvreté (santé, éducation, habitat) dont chacun sait à mi-parcours qu'ils ne seront pas atteints. Les bailleurs de fonds sont donc en train de les abandonner pour revenir aux objectifs de croissance économique que défend l'auteur. Même si l'on partage largement les critiques et quelques-unes des solutions, on ne manquera pas d'être frappé par la coïncidence.

Et si le mal et la guérison n'étaient pas d'abord politiques, dans l'organisation des pouvoirs, dans la définition des États et des territoires, dans la structure des relations internationales ? Dambisa Moyo ne s'attache qu'aux symptômes (monnaie, douanes, corruption, inflation), pas aux causes.

Y. L. M.

❏ (1) Axelle Kabou - « *Et si l'Afrique refusait le développement ?* », L'Harmattan, 1991.

❏ (2) Dambisa Moyo - « *L'aide fatale* », J.-C. Lattès, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#)

Dans le même esprit, lire : ❏ William Easterly - « *Le Fardeau de l'homme blanc, L'échec des politiques occidentales d'aide aux pays pauvres* », (ancien économiste à la Banque Mondiale), Éd. Markus Haller, prix franco : 33 €. [Achat immédiat](#)

Hommage à Henri Chambre

Jésuite, entré tôt dans la Résistance, le Père Chambre fut un grand savant, marxologue et soviétologue, dont la rigueur hérissait autant les progressistes chrétiens que les professionnels de l'anticommunisme.

Dans les années soixante, nombreux furent les étudiants en sciences politiques et en relations internationales qui lurent avec profit les ouvrages d'Henri Chambre - *Le Marxisme en Union soviétique* publié en 1955 ; *Le pouvoir soviétique* qui date de 1959 et plus tard (1966) *L'Économie planifiée*. J'en fus. Son état religieux ne m'importait guère car ce n'était pas, quant à la *res sovietica*, gage de rigueur : à l'époque, les catholiques étaient en majorité violemment hostiles au communisme mais il existait une minorité de progressistes chrétiens, forte de prêtres et de religieux qui pactisaient avec le Parti communiste.

Henri Chambre, qui faisait simplement son travail de chercheur, se fit des ennemis dans les deux camps : les philocommunistes le trouvaient trop sévère et les anticommunistes (notamment l'ancien collabo Albertini) trop complaisant. Les passions étant retombées, son apport à la compréhension du socialisme soviétique est désormais évident. À l'occasion du centenaire de sa naissance, un colloque (1) nous a permis de redécouvrir la qualité et l'ampleur de ce travail, accompli à l'École Pratique des Hautes Études et au sein de l'Institut de Sciences Économiques Appliquées sous l'égide de

François Perroux, comme l'a rappelé François Denoël dans sa communication.

Chercheur éminent, chrétien discret, solide théologien, le Père Chambre fut un patriote exemplaire : après avoir servi en 1939-1940 comme lieutenant du Génie, il fut de la première équipe des *Cahiers du Témoignage chrétien*, cacha des Juifs et des Alsaciens, rejoignit l'Organisation de Résistance de l'Armée puis le maquis du Vercors et combattit comme capitaine jusqu'à la fin de la guerre.

Les témoignages de Jean-Yves Calvez, éminent marxologue, de George Combe, ancien maquisard, de l'économiste Jacques Lessourne et de tant d'autres contemporains nous permettent de reconnaître ce que nous devons au Père Chambre et de demeurer fidèles à sa méthode scientifique et à ses engagements. Souvenons-nous que ce religieux combattant fut de ceux qui firent oublier, autant que possible, les compromissions d'une partie de l'Église catholique avec la Révolution nationale.

Jacques BLANGY

❏ (1) « *Le Père Henri Chambre jésuite (1908-1994) Résistant, savant, spirituel* ». Actes du centenaire (janvier 2008). Éd. Médiasèvres, 2009, prix franco : 19 €. [Achat immédiat](#)

Le salut dans l'Écriture

Ecrire n'est pas jouer, tel est le titre que Philippe de Saint Robert donne à une anthologie de ses textes critiques sur la littérature, précédée d'une longue introduction justificative (1). On s'imagine aisément que pour un tel auteur, la littérature ne constitue pas un havre de repos, même si elle ménage des retraites bienfaisantes. Elle n'est donc pas un jeu, on pourrait même dire qu'elle est un combat permanent au sein de la cité et au service des grandes causes. Son prologue est ainsi très engagé et ne craint pas de désigner l'ennemi en ses multiples avatars, il rappelle quelques batailles livrées au cours des années, et en dépit de ses constats désenchantés rend le plus bel hommage à l'art d'écrire en montrant comment il est poétique, au sens claudélien du terme et qu'il se déploie afin de créer, s'élever, croire. En ce sens, je ne dirais pas qu'il y a un optimisme de Saint Robert, car ce mot est devenu trop insupportable, et Bernanos l'a définitivement désenchanté. Il y a un vœu, un désir profond pour faire émerger ce qui est digne de notre condition et nous fait échapper aujourd'hui aux impostures d'une éthique falsifiée.

Il est donc proche d'un Alain Finkielkraut qu'il cite et défend à plusieurs reprises et dont le dernier essai s'apparente tout à fait au sien, parce qu'il accorde la même primauté à la littérature, qui suppose jusqu'à la charge que l'on impute généralement à la philosophie comme science des idées : « *La philosophie n'a pas toujours été une logomachie comme semblent le croire les ronchons qui reprochent à Alain Finkielkraut d'être trop littéraire. Un philosophe qui a écrit un si beau livre sur Charles Péguy et qui ne cite Albert Camus qu'avec respect justifie parfaitement qu'on puisse être, comme au XIX^e siècle, poète et philosophe.* » Sur ce point, il m'importe d'affirmer un accord absolu qui exige un peu d'explication. Je tiens en effet, que le plus grand forfait accompli dans l'école ces dernières décennies consiste dans l'abâtardissement de l'enseignement de la littérature. Au nom de la pédagogie, et pour venir au secours des enfants sans mémoire, on a imaginé de retirer les grandes œuvres des programmes, dont ne subsiste souvent que Maupassant, ainsi dévolu à la fonction de cache-misère de l'infortune imposée aux maîtres et aux élèves. A disparu en même temps l'initiation à l'histoire de la littérature française que je tiens pour plus importante que celle de la philosophie, qui n'est pourtant pas mineure. Ainsi s'est enclenché le processus fatal de notre décadence éducative.

Saint Robert ne parle pas de cet aspect des choses, mais son essai est une sorte de contre-épreuve qui met en évidence le bienfait incommensurable de la littérature, comme intelligence suprême du monde, de l'histoire humaine, de la psychologie, en relation directe avec tout ce qui donne son poids à la vie. Et ce n'est pas pour rien qu'au terme de son introduction il rappelle la grande mémoire de Michel Henry, ce vrai philosophe qui ne dédaigna pas d'écrire des romans, parce que toute sa pensée est attachée à la vie dans ce qu'elle a de plus intime et de savoureux. C'est que la littérature n'est pas un genre inférieur, par rapport aux

sciences humaines qui voulurent prendre toute la place dans les dernières décennies du vingtième siècle et continuent à la revendiquer. Et non plus à la philosophie, noble par excellence. Parce qu'il y a un saint langage qui nous fait participer à l'intelligence supérieure de ce que nous sommes et espérons être.

Pour accomplir chaque année, en cette saison, le pèlerinage de Combours avec Philippe de Saint Robert, je suis le dernier étonné du fait qu'il confère la première place au vicomte dans son anthologie : « *Chateaubriand incarne le romantisme parce qu'il portait tant le deuil d'un Monde qui l'avait fait ce qu'il était, et parce qu'il vivait en un temps qui n'avait plus l'emploi de ses rêves. Mais n'apparaît-il pas, aujourd'hui, par sa mesure, par la raison dont il gouvernait sa pensée, comme un classique, c'est-à-dire comme un homme croyant à l'harmonie possible de l'ordre et de la liberté ?* » Je ne suis pas étonné non plus qu'il souligne l'importance du grand livre de Marc Fumaroli (2) que nous eûmes le privilège de distinguer, précisément à Combours. Que celui qui composa l'*Essai sur les révolutions* ait été un singulier théoricien d'une monarchie française renouvelée, Fumaroli nous permet d'autant mieux de le concevoir qu'il rappelle comment il eut été possible de souhaiter le triomphe des Lumières dans le cadre de l'institution qui, au témoignage de Jean-Jacques Rousseau, en avait le mieux favorisé l'essor.

Je ne puis que signaler le chapitre consacré à Alexandre Dumas sous le titre significatif *le syndrome de la légitimité*. Ce n'est pas pour rien que le philosophe Alain recommandait de relire *Les Trois Mousquetaires* une fois l'an. Mais il faut penser aux modernes qui sont plus longuement évoqués que les anciens et dont le nombre exige que l'on opère un choix réducteur. Malraux y occupe, bien sûr, toute sa place, mais je signalerai aussi l'importance du Mauriac politique qu'à mon avis Saint Robert est un des rares à avoir vraiment compris. Mais il n'oublie pas le caractère

symphonique d'une œuvre qui ressort notamment dans un parallèle avec celle de Montherlant, auquel notre ami a toujours voué une particulière dilection. Mais tous les grands contemporains sont au rendez-vous, Bernanos, Péguy, Barrès, Aragon, Julien Green.

On me permettra de signaler in fine le beau portrait de l'écrivain Frédéric Grendel, parce qu'il joua un rôle de premier ordre pour nous, surtout Bertrand Renouvin qui le vit souvent et reçut de lui conseils pertinents et aide précieuse. Saint Robert reproduit l'ultime hommage qu'il rendit à Grendel en l'église de Maussane-les-Alpilles. Il dit tout sur « *cet ami incomparable, un être vrai, exigeant, fidèle, pudique jusqu'au secret, parfois fantasque, inattendu, qui disait souvent des choses qui surprennent.* » Grendel était une incarnation moderne de la tradition de Chateaubriand, celle qui allie étroitement l'amour de la langue et le service du pays. Le passionné de politique était poète, parce que dit Pierre Jean Jouve : « *La Poésie tient sous son influence, par rayons droits et obliques, tous les autres arts de l'homme.* » Comment mieux exprimer que la littérature est chose royale, parce qu'elle nous apporte le meilleur de l'inspiration qui nous éclaire sur nous-mêmes, les autres et notre commun destin. La grande et belle littérature, notamment la française, sera toujours apprentissage de la vie.

■ (1) Philippe de Saint Robert - « *Écrire n'est pas jouer* », essai littéraire, Hermann Littérature, prix [Achat immédiat](#) | franco : 28,50 €.

■ (2) Marc Fumaroli - « *Chateaubriand, Poésie et Terreur* », de Fallois, 2003, prix franco : 29 €. Lire également *Royaliste* n° 824, page 9, « *Grandeur de Chateaubriand* ». [Achat immédiat](#) |

par Gérard Leclerc



Voyage

Trop de voyages ont-ils tué l'art de voyager ? Ils se comptent par millions, les passagers des vols vers le Caire, Damas, Beyrouth, Jérusalem, par millions les clients des grandes chaînes hôtelières et visiteurs des sites fameux du Proche-Orient.

Mais qui s'est égaré à vélo sur la route d'Ismaïlia ? Qui a couché tête-bêche sur la peau de chèvre de Taha, homme de peine à la station-service d'El-Shatt ? Qui a enchaîné l'étape au monastère Sainte-Catherine du Sinaï, les plages et casinos d'Eilat, un kibboutz zoo tenu par un ancien para ami du roi Hussein, et au bout du Néguev, Sederot, première ville exposée aux roquettes du Hamas ?

Être partout un visiteur inattendu, avoir pour tout bagage un vélo et un gadget enregistreur, être pauvre chez les pauvres comme chez les nantis que la rencontre flatte. Être aussi persévérant sur la pédale en côte comme dans l'approche des personnes, accueillir leur balbutiement ou leur silence comme leur trop-plein ou la parade de leurs ego. S'avancer en tout lieu, non en consommateur, mais en témoin discret, insaisissable, nomade.

Voilà l'art tout d'exécution déployé en ce petit tour au Proche-Orient par Raphaël Krafft, journaliste à vélo déjà surpris à la radio en France et aux Antilles. Son carnet illustré permet de saisir au vol sur le vif les nœuds profonds qui nous attachent à ce canton méditerranéen par les passions ancestrales et actuelles d'un bon quart de la planète. Voyager en sa compagnie a un goût... d'enfance de l'art.

L. de G.
Raphaël Krafft - « *Un petit tour au Proche-Orient* », Bleu autour, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

Comédie iranienne

Armin Arefi, journaliste français d'origine iranienne, a travaillé à Téhéran de 2005 à 2007 pour différents journaux occidentaux. *Dentelles et tchador, La vie dans l'Iran des mollahs* est la chronique de ces deux années durant lesquelles il a partagé et observé la vie quotidienne des Iraniens.

D'un style alerte, ce témoignage aborde non seulement les questions de fond sur l'Iran (nucléaire, politique étrangère, droits de l'homme), mais aussi d'autres sujets plus inattendus : on apprend ainsi que le pays des mollahs est un de ceux où le nombre de transsexuels est le plus important (ils seraient cent cinquante mille).

« J'étais persuadé au début de mon séjour que tous les maux de l'Iran étaient dus à son gouvernement, et qu'avec sa disparition, tout rentrerait dans l'ordre. J'étais bien loin du compte... » confie Armin Arefi dans les premières pages de son livre. Très vite, il s'aperçoit que la surveillance familiale est tout aussi contraignante que celle de l'État. Mami, sa grand-mère, en est un parfait exemple. Amusante, attentionnée, elle sait y faire : « Vous vous sentez aimé et apaisé. Malheureusement, chaque visite ne doit pas durer plus de deux heures. Dans le cas contraire, la Mami vous serre petit à petit dans ses tentacules, jusqu'à ne plus vous lâcher », prévient Armin Arefi. Votre vie privée tombe entre ses mains. C'est l'atefeh, mélange d'amour et d'oppression : « Les jeunes iraniens en sont victimes chaque jour avec leur famille. Et même si cela paraît insignifiant, cela vide vos libertés, autant, si ce n'est plus... qu'un certain gouvernement. »

Comment les jeunes iraniens échappent-ils à cette surveillance ? En mentant et en jouant la comédie. Ils le font avec leur famille... et ils le font avec la République islamique (dont l'actuel Guide suprême, l'ayatollah Khamenei, est en quelque sorte la Mami - Mahmoud Ahmadinejad n'occupant qu'un rôle de façade). Les Iraniennes semblent très douées à ce jeu : « Tu es obligée de jouer la comédie si tu veux t'en sortir. [...] Tu dois revêtir plusieurs rôles dans la même journée. Petite fille modèle chez toi pour ne pas heurter tes parents, tu deviens un être froid dans la rue pour éviter les vicieux. Arrivée au boulot, tu revêts le costume de femme soignée et irréprochable, employée parfaite, incapable du moindre écart. En fin d'après-midi, avec ton mec, tu ne dois surtout pas révéler tes vrais sentiments, sous peine de les voir utilisés à ton insu, qu'il couche avec toi et s'en aille illico » explique Rosita à Armin Arefi. Et d'ajouter : « Si les Oscars avaient lieu en Iran, il y aurait soixante-dix millions de vainqueurs ! »

Malheureusement, cet art du mensonge n'est pas uniquement utilisé contre ce qui oppresse. L'ensemble des relations sociales et économiques est contaminé par ce jeu de dupes. Chacun profite de son semblable. *Faire des affaires* se résume à *savoir plumer l'autre*. Le *do dar* (technique des deux portes) devient un sport national : « Aujourd'hui, chacun vit au jour le jour, sourit Hymen. Tous les moyens sont bons pour survivre. » Certains Iraniens refusent cette fuite en avant : ils s'exilent en Occident.

Ainsi abandonné aux mains des comédiens et des profiteurs, l'Iran peut-il retrouver la splendeur de l'antique Perse ? La lecture de *Dentelles et tchador* ne permet guère de l'espérer. Seules les Iraniennes pourraient peut-être le faire, et poursuivre ce que Mohammad Mossadegh avait amorcé en 1953 : « Attention, les Iraniennes arrivent, et rien ne pourra leur résister [...]. Elles accomplissent aujourd'hui un travail remarquable. Qui peut se vanter de pouvoir concilier au quotidien études, travail et vie de famille ? »

Gilles MONPLAISIR

Armin Arefi - « *Dentelles et tchador - La vie dans l'Iran des mollahs* », Éd. de l'Aube, 2009, prix franco : 26 €. [Achat immédiat](#)



Jean de France
Un prince français

Prix franco 21 € [Achat immédiat](#)

Répression en Iran

Le tribunal révolutionnaire de Téhéran a prononcé les premières condamnations à mort contre des manifestants iraniens qui avaient participé aux manifestations provoquées, en juin dernier, par l'élection contestée de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la République.

Quatre de ces condamnations concernent des militants monarchistes. Il s'agit de Mohammad-Reza Ali-Zamani (37 ans), Hamed Rouhinejad (24 ans), Arash Rahmampour (20 ans) et Davood Fardbacheh Mir-Ardabili (36 ans).

Au-delà de l'engagement politique monarchiste de Mohammad-Reza Ali-Zamani et de ses amis, c'est l'ensemble de la communauté internationale qui doit aujourd'hui se mobiliser pour sauver la vie de prisonniers politiques condamnés à mort du simple fait de leur opposition au régime.

A l'initiative de la Conférence monarchiste internationale (CMI), un collectif pour réclamer leur grâce et leur libération a été créé et une pétition lancée.

La Nouvelle Action royaliste s'associe totalement à cette initiative et appelle ses militants et sympathisants à :

→ Rejoindre le collectif et signer la pétition : <http://freezamani.monarchiste.com/>

→ Participer à la manifestation de protestation qui aura lieu le mardi 3 novembre à 19 h devant l'ambassade d'Iran, place d'Iéna (métro Iéna)



Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 4 novembre** – Pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

● **Mercredi 11 novembre** – Journaliste à *Libération*, auteur du blog *Secret défense* qui fait autorité en la matière, **Jean-Dominique MERCHET** s'était récemment déclaré partisan du retrait des troupes françaises d'Afghanistan dans un livre qu'il nous avait présenté. Il revient parmi nous avec un nouvel essai sur un thème qui fait consensus dans le milieu dirigeant : ce qu'on appelle la « défense européenne », dont on nous parle comme si elle était en train de devenir une réalité alors qu'elle n'est qu'une succession de tentatives avortées.

Annoncée à la fin du siècle dernier, la « force de réaction rapide » n'a jamais vu le jour et les programmes d'armement

(Eurofighter) sont des échecs coûteux alors que les programmes nationaux (Rafale) et binationaux (Transall) sont des réussites.

« **Défense européenne, la grande illusion** » : ce constat en tous points négatif s'explique par l'ambiguïté de l'Union européenne, qui se conçoit comme une grande Suisse paisible tout en rêvant à une *Europe puissance* qui suppose une grande armée qu'elle ne parvient pas à se donner. D'où le recours, pitoyable et dangereux, à l'Otan...

● **Mercredi 18 novembre** – Historien des idées, professeur de sciences politiques à l'université de Paris VIII, membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*, **Daniel LINDENBERG** est un familier de nos réunions. En 2002, nous avions eu avec lui une polémique amicale, suscitées par les thèses qu'il défendait dans *Le rappel à l'ordre*.

Sept ans plus tard, Daniel Lindenberg reprend, affine et étend ses analyses dans un nouveau livre qui dénonce « Le procès des lumières » : celui intenté en France et ailleurs par des auteurs qui cultivent la haine de la modernité et de la démocratie. Ce sera l'occasion de reprendre le débat sur la réalité du grand retournement intellectuel que Daniel Lindenberg avait pointé dans les premières années du siècle et de préciser la nature et la gravité des menaces idéologiques qui pèsent aujourd'hui sur la France et sur l'Europe.

CAFÉ POLITIQUE

Sous l'égide de Philippe Labarrière et de Hervé Duval et dans les locaux de la NAR, nous vous invitons le samedi 14 novembre à partir de 17h30 à participer à un café politique pour des discussions libres, de façon informelle et amicale. Cette invitation concerne non seulement le public des Mercredis de la NAR mais aussi nos autres amis et sympathisants qui pourront ainsi mieux se connaître. Pour ceux qui le désirent, un repas dans un restaurant voisin suivra (prière de s'inscrire en téléphonant au 01.42.97.42.57).

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Pour la dissuasion nucléaire

Dans *Le Monde* du 14 octobre, deux anciens Premiers ministres (Michel Rocard et Alain Juppé), un ancien ministre de la Défense (Alain Richard) et un général (Bernard Norlain) se prononcent « pour un désarmement nucléaire mondial, seule réponse à la prolifération anarchique ».

Le 14 octobre, la polémique autour de Jean Sarkozy mobilisait les grands médias et les témoins des partis de droite et de gauche. Il n'était donc pas question qu'on se préoccupe, dans ces hautes sphères, de ce qui touche à l'essentiel – notre liberté et notre vie – car le bruit médiatique est inversement proportionnel à l'importance du sujet traité. Ce qui ne saurait nous impressionner. Avec les gaullistes (1), nous devons dès à présent mener campagne pour la force nationale de dissuasion nucléaire, aujourd'hui menacée dans son principe même.

Prenons garde : MM. Rocard, Juppé et consorts n'ont pas commis un acte isolé. Ils font écho aux thèses exprimées dès 2007 par plusieurs personnalités américaines, dont Henri Kissinger. Surtout, ils reprennent à la lettre le mot d'ordre lancé à Prague le 6 avril 2009 par Barack Obama : « aujourd'hui, j'affirme clairement et avec conviction l'engagement de l'Amérique à rechercher la paix et la sécurité dans un monde sans armes nucléaires ». A Paris, les atlantistes écrivent que les « cinq puissances nucléaires reconnues par le traité de 1968 (...) doivent engager un processus conduisant de manière planifiée au désarmement complet, y associer pleinement les trois puissances nucléaires de fait, écarter tout

projet de développement d'arme nouvelle, prendre plus d'initiatives et de risques politiques pour surmonter les crises régionales majeures ».

Pire : « les signataires de la présente déclaration expriment le vœu que la France affirme résolument son engagement pour le succès de ce processus de désarmement et sa résolution d'en tirer les conséquences le moment venu quant à ses propres capacités » et disent la nécessité d'ouvrir le débat. C'est



fait ! Nous devons prévenir les Français qu'on ne saurait tirer argument du problème de la prolifération pour faire prévaloir l'utopie dangereuse du désarmement nucléaire mondial.

C'est une utopie. Les nations directement menacées n'accepteront jamais de renoncer à ce qui assure effectivement leur sécurité – sans qu'il soit besoin de recourir à un engagement total de l'armée classique et de la population civile dans des opérations de guerre.

Cette utopie est mensongère car elle fait espérer que le désarmement nucléaire réduira le risque de guerre. Au contraire ! L'arme nucléaire est faite pour ne pas être employée : la menace terrible qu'elle fait peser

oblige l'adversaire potentiel à renoncer à toute invasion. Accepter l'échange de coups nucléaires conduirait à occuper un territoire nucléarisé à partir d'un autre territoire, qui aurait été lui-même ravagé et irrémédiablement pollué ! La dissuasion nucléaire est une stratégie pacifique, rationnellement apaisante. Si par pure hypothèse les nations dotées de l'arme nucléaire venaient à y renoncer, elles seraient confrontées à l'affirmation militaire classique de la volonté de puissance de certaines d'entre elles. Voulons-nous qu'Israël soit rayé de la carte par une coalition arabe ? Voulons-nous revivre les guerres totales entre grandes puissances et pleurer à nouveau des dizaines de millions de victimes ?

Cette utopie est dangereuse pour notre nation. Si nous cédon au clan atlantiste, si nous entrons dans le jeu du président des États-Unis, nous en viendrons à accepter une réduction de notre arsenal nucléaire et nous renoncerons à le moderniser (2). Nous serons alors au terme du processus engagé par notre retour complet dans l'Otan : soumission à la politique américaine, dépendance à l'égard de la puissance militaire américaine. Dépendance irréversible car on ne se redonne pas des moyens nucléaires comme on réarme une compagnie d'archers.

Nous appelons les patriotes français de droite et de gauche à dénoncer les foutaises de Barack Obama et la folie suicidaire de ses affidés français.

Bertrand RENOUVIN

(1) Plusieurs sites gaullistes ont repris l'excellent article publié par Jean-Dominique Merchet sur son blog le 17 octobre

http://secretdefense.blogs.liberation.fr/defense/a_mon_avis/

(2) Cf. la motion adoptée par la NAR lors de son 27e congrès, 13 avril 2008 : http://narinfo.site.voila.fr/2008De_fense.htm